

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 41 – du 7 novembre au 14 novembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : BRICS+ : UNE AMBITION ÉCONOMIQUE STRATÉGIQUE POUR L'ÉGYPTE

Le président Abdel Fattah Al-Sissi a participé au 16^{ème} Sommet des BRICS à Kazan en Russie du 22 au 24 octobre 2024, marquant la première participation de l'Égypte en tant que membre officiel depuis son adhésion le 1^{er} janvier 2024. À cette occasion, le président a réaffirmé l'importance de la coopération Sud-Sud pour faire face aux défis économiques mondiaux, alors que l'Égypte a connu ces dernières années d'importantes difficultés économiques, notamment plusieurs épisodes de dévaluation de la livre égyptienne. Ces derniers mois, les tensions en mer Rouge ont causé une baisse significative (évaluée entre 60 et 70%) des revenus tirés du canal de Suez. Dans ce contexte, l'adhésion aux BRICS+ a été présentée comme une opportunité stratégique, porteuses d'alternatives en matière de financement, notamment par l'usage envisagé des monnaies locales pour réduire la pression sur les réserves en devises et la dépendance au dollar. Lors du sommet, le Président Al-Sissi a également insisté sur la nécessité de réformer la structure financière mondiale pour mieux répondre aux besoins des pays en développement. En juin 2024, l'Égypte avait accueilli le premier forum de la Nouvelle Banque de Développement (NDB), dont elle détient 2,27% du capital, renforçant ainsi son accès à des financements concessionnels additionnels. L'adhésion aux BRICS+ permet notamment à l'Égypte de capitaliser sur sa position géostratégique, le canal de Suez restant une pierre angulaire de la stratégie chinoise des nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*). La Chine est ainsi le premier investisseur dans la zone économique du canal de Suez, notamment via la coopération sino-égyptienne TEDA. En matière de transition énergétique, l'Égypte ambitionne d'attirer de nouveaux investissements des membres des BRICS pour atteindre son objectif de 40%, revu à la baisse fin octobre, d'électricité issue du renouvelable d'ici 2040; engagement réaffirmé à Kazan par un soutien actif au Conseil des Affaires des BRICS destiné à renforcer les liens entre les secteurs privés des pays membres.

LE CHIFFRE À RETENIR

31%

**PART DES ÉCHANGES
COMMERCIAUX
ÉGYPTE / BRICS**

Les échanges commerciaux entre l'Égypte et les BRICS+ relèvent davantage de dynamiques bilatérales préexistantes que d'une véritable intégration commerciale, qui demeure limitée en raison de l'absence d'accords multilatéraux structurants. Les échanges commerciaux de l'Égypte avec les pays des BRICS sont passés de 26,2 Mds USD sur les huit premiers mois de l'année 2023 à 30,2 Mds USD sur la même période de l'année 2024, soit une hausse de 15 % en glissement annuel. Ces échanges ont représenté 31 % du commerce extérieur de l'Égypte, mais demeurent essentiellement limités aux produits de base ou intermédiaires. Ainsi, au premier semestre 2024, la Chine reste le premier fournisseur de l'Égypte (6,4 Mds USD d'importations) tandis que l'Arabie saoudite est son premier client (1,6 Md USD d'exportations). Malgré des contrats phares remportés notamment dans le cadre de la construction du quartier financier de la nouvelle capitale administrative (par la Chine) et de la centrale nucléaire d'El Dabaa (par la Russie), les investissements directs à l'étranger en provenance des membres fondateurs des BRICS restent modestes. À l'inverse, les nouveaux membres, notamment les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, se démarquent par des engagements significatifs, comme le projet de Ras El Hekma (35 Mds USD) et des annonces du fonds d'investissement saoudien, initiés avant l'adhésion aux BRICS. L'adhésion aux BRICS devrait principalement permettre à l'Égypte de renforcer les relations bilatérales existantes, sans accélération majeure. Bien que le sommet de Kazan n'ait pas abordé la question d'un accord multilatéral, il a offert à l'Égypte des perspectives de renforcement bilatéral de ses partenariats au sein du groupe. Cependant, pour capitaliser sur ce potentiel, le pays devra surmonter des défis majeurs en termes de compétitivité.

Service Économique du Caire

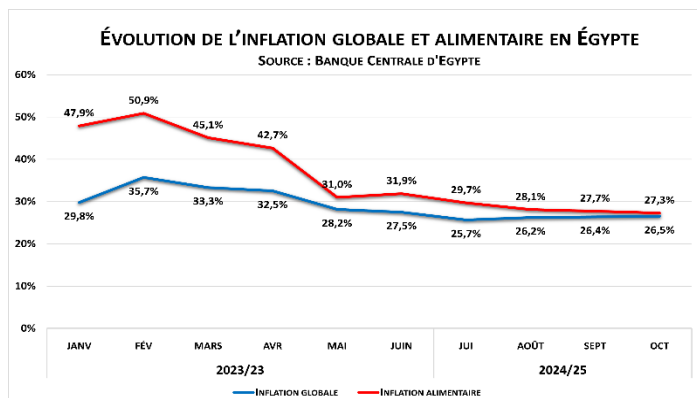
ÉGYPTE

1. SIGNATURE D'UN MOU AVEC VOLTALIA POUR LE DÉVELOPPEMENT DE 3 GW D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le 14 novembre, l'entreprise française [Voltalia](#) a signé un protocole d'accord (MoU) avec le Ministère de l'Électricité et des Énergies Renouvelables égyptien et l'entreprise égyptienne partenaire Taqa Arabia, en présence de l'Ambassadeur de France, Eric Chevallier et du Premier Ministre, Mostafa Madbouly. L'accord prévoit le développement de 3GW de capacités de production d'énergies renouvelables (stations hybrides combinant 2 GW de solaire et 1 GW d'éolien), sur le site de Zaafarana, situé dans le Golfe de Suez. Il donne à Voltalia l'exclusivité pour les phases d'étude, qui doivent déboucher sur la signature d'un contrat d'achat d'électricité (PPA). Cet accord constitue une étape décisive pour renforcer la présence du groupe en Égypte. Pour rappel, Voltalia exploite aujourd'hui 32 MWh de capacités solaires sur le site de la centrale de Benban et a signé en décembre 2022 un MoU pour un projet d'hydrogène vert dans la zone économique du Canal de Suez (électrolyseur et capacités de production d'énergie solaire associées).

2. HAUSSE DE L'INFLATION POUR LE 3^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

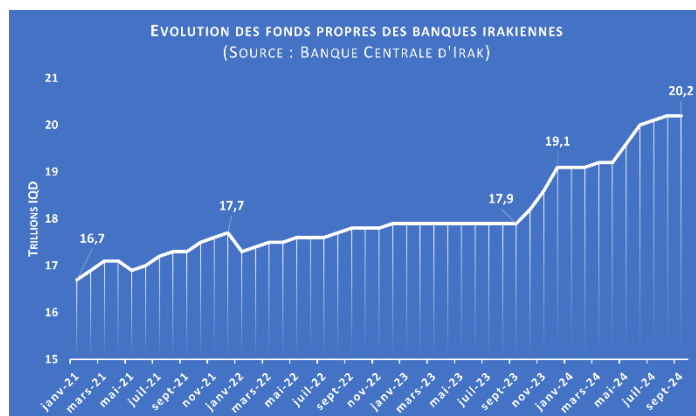
L'inflation urbaine en Égypte est passée de 26,4% en septembre à 26,5% en octobre, soit le troisième mois consécutif de hausse, après la baisse continue observée depuis février dernier. La hausse des prix des carburants intervenue à la mi-octobre (atteignant jusqu'à 17%) ne se reflète que partiellement dans les données d'octobre. Dès lors, ces augmentations, liées à la réduction progressive des subventions, et la récente hausse du prix du tabac devraient maintenir une pression sur les prix jusqu'au mois de novembre au moins. Cela étant, l'inflation alimentaire, bien qu'élevée, a été ramenée de 27,7% en septembre à 27,3% en octobre, indiquant une certaine stabilisation des prix des aliments et les boissons.



IRAK

1. HAUSSE DES FONDS PROPRES DES BANQUES COMMERCIALES IRAKIENNES

La Banque Centrale d'Irak (BCI) s'est félicitée de la hausse des fonds propres des banques commerciales irakiennes depuis le 2^{ème} trimestre 2023 (+11,8% entre septembre 2023 et septembre 2024, cf. graphique infra). Cette augmentation des fonds propres pourrait être liée à la décision prise à l'été 2023 par la BCI d'augmenter les exigences minimales de fonds propres des banques de 250 Md IQD (soit 192 M USD) à 400 Md IQD (308 M USD) d'ici à la fin de l'année 2024. Cette mesure est destinée à favoriser les banques privées les plus solides et viables, dans un paysage bancaire irakien marqué par une multitude de petites banques privées, souvent d'anciens bureaux de change, qui jouent un rôle très réduit dans le financement de l'économie. La hausse est cependant jugée par de nombreux experts comme étant trop faible pour avoir un véritable impact.



IRAN

1. DÉFICIT BUDGÉTAIRE À 8,6 MDS\$ EN 2023-2024

Selon le chef de la Cour des comptes, lors de la présentation au parlement du rapport de quitus de la loi de finances 1402 (2023-2024), bien que l'État ait officiellement annoncé l'encaissement de 104% des recettes prévues, seules 83,2% ont effectivement été perçus. Au cours de cet exercice, les dépenses imprévues de l'État se sont élevées à 0,93 M Mds IRR (soit 1,8 Md \$ au taux moyen annuel de change du marché libre en 1402, 1 \$ = 517.000 IRR), et le déficit budgétaire, sans compter les subventions, a atteint 4,43 M Mds IRR (soit 8,6 Mds \$). Ce déficit a été partiellement comblé grâce à des recettes supplémentaires imprévues (notamment revenus fiscaux), des emprunts auprès du Fonds national de développement et l'émission d'obligations

additionnelles non prévues dans la loi de finances. En ce qui concerne les entreprises publiques, la déviation par rapport à la trajectoire budgétaire a atteint 35%, 134 d'entre elles ayant enregistré une perte cumulée de 3,5 M Mds IRR (6,8 Mds \$). Parmi ces pertes, 78,8% sont imputables à six entreprises : Iranian State Trading Company (39% des pertes totales), Subsidies Targeting Organization (15%), Iranian Health Insurance Organization (12%), Thermal Power Plants Holding Company (7,1%), Iran Broadcasting Organization (3,8%) et Armed Forces Medical Services Organization (3%).

2. PREMIÈRE PHASE DE LA CONNEXION DES RÉSEAUX BANCAIRES IRANO-RUSSES

Selon la Banque Centrale, trois ans après son annonce, la première phase de ce projet permet aux détenteurs de comptes dans huit banques commerciales iraniennes (Mellat, Pasargad, Saderat, Refah, Sepah, Melli, Tejarat et Gardeshgari) de retirer en Russie l'équivalent en roubles de leurs soldes en rials, via des distributeurs automatiques. Les particuliers peuvent utiliser l'application iranienne POT LIFE pour des retraits sans contact par téléphone portable, grâce à la technologie NFC. Cette initiative devrait fournir à la Banque Centrale, par l'intermédiaire des banques Saderat et VTB, une nouvelle source de devises, facilitant la gestion des besoins du marché en devises. Par ailleurs, cette année, la Banque Centrale a prévu d'allouer 1,5 Md USD à divers projets (notamment dans les secteurs pétrolier, minier et métallurgique) en émettant des obligations Murabaha en devises, assorties d'un coupon annuel de 6%. Le Fonds national de développement serait le principal organisme de souscription.

3. DÉFICIT GAZIER

Selon le vice-ministre chargé du gaz, le déficit de gaz a atteint 300 Mm³/j au moment du pic, et chaque baisse d'un degré de température augmente la consommation de gaz de 25 Mm³/j durant l'hiver. La consommation de gaz en Iran est 3,5 fois supérieure à la moyenne mondiale, et le mix énergétique du pays est composé à 72% de gaz naturel. Les pertes dans le réseau gazier représentent 4% de la production totale, soit environ 5,32 Mds m³ au cours des six premiers mois de l'exercice en cours. Pour rappel, l'Iran avait signé en 2022 un contrat de vente de gaz du Turkménistan à l'Azerbaïdjan transitant par l'Iran, ainsi que des accords pour l'importation de gaz en provenance du Turkménistan, afin de répondre aux besoins en gaz des provinces du nord. Cependant, ce contrat a récemment rencontré des

difficultés en raison des arriérés de dettes des années précédentes.

ISRAËL

1. MISE EN ROUTE DU PROJET NATIONAL DE SUPERORDINATEUR

Deux ans après le lancement du programme national israélien d'intelligence artificielle, l'Autorité de l'innovation s'apprête à acquérir un superordinateur d'un des deux fournisseurs de cloud au gouvernement israélien : Amazon ou Google. Le programme national d'intelligence artificielle a été présenté en 2020 et dispose d'un budget de 1 Md ILS (environ 250 EUR), qui sera réparti sur deux phases entre 2022 et 2027. Outre l'obtention d'un superordinateur, les objectifs du plan sont entre autres de développer des modèles linguistiques en hébreu et en arabe ainsi que des bases de données médicales. Le budget de la première étape du projet, dédiée au superordinateur, s'établit à 300 M d'ILS (environ 75 M EUR) : une moitié sera versée par l'Autorité de l'innovation, l'autre moitié étant financée par l'entreprise qui remportera l'appel d'offres.

2. RÉDUCTION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE APRÈS 18 MOIS DE HAUSSE.

Alors que le déficit budgétaire ne cessait d'augmenter depuis le début de la guerre du 7 octobre (8,5% du PIB fin septembre, soit 165 Mds d'ILS en glissement annuel), il a été ramené à 7,9% du PIB fin octobre (154 Mds d'ILS en g.a.), d'après le rapport mensuel du trésorier général du Ministère des Finances. Ce changement de dynamique s'explique par un effet de base, à savoir l'exclusion du pic des dépenses publiques observé au mois d'octobre 2023. Cela étant, le taux actuel demeure au-delà du seuil cible défini par le ministère des Finances à 6,6% du PIB pour la fin de l'année 2024.

3. LES AGENCES DE NOTATION PRÉVOIENT UNE LENTE REPRISE APRÈS LA GUERRE.

Après la dégradation de la note souveraine d'Israël de A2 à Baa1 par Moody's fin septembre, la vice-présidente principale de l'agence a souligné que l'absence d'une stratégie de sortie claire du conflit n'offrait pas la certitude requise pour favoriser l'investissement et une croissance économique stable. Contrairement aux conflits précédents, elle prévoit que la reprise économique sera lente et plus compliquée. Dans son communiqué sur Israël du 12 novembre, l'agence de notation S&P indique quant à elle que la reprise économique pourrait être

retardée jusqu'en 2026, même si elle s'attend à un redressement de l'économie en 2025 avec une croissance modeste de 2,2%. Dans le contexte actuel du prolongement de la guerre, la croissance prévue en 2024 serait de 0% (la Banque Centrale avance 0,4% dans ses dernières prévisions), ce qui signifie une contraction du PIB par habitant.

JORDANIE

1. LA BCJ BAISSE SES TAUX D'INTÉRÊTS DE 25 POINTS

La Banque Centrale de Jordanie (BCJ) a annoncé une baisse des taux d'intérêts de ses instruments de politique monétaire de 25 points de base à compter du 10 novembre 2024. Le taux directeur est ainsi désormais de 6,75 %. Cette décision fait suite à la diminution par la Réserve fédérale des Etats-Unis de ses taux d'intérêts, de 25 points de base également, intervenue le 7 novembre. Pour rappel, cette diminution est la deuxième consécutive (première en septembre) après 4 augmentations successives de 25 points de base intervenues en février, mars, mai et juillet 2023.

LIBAN

1. LA BANQUE MONDIALE ÉVALUE PROVISOIREMENT L'IMPACT DE LA GUERRE SUR L'ÉCONOMIE LIBANAISE

La Banque Mondiale a publié le 14 novembre un rapport sur l'estimation provisoire des pertes et dommages liés à la guerre au Liban, intitulé « [Interim Damage and Loss Assessment - DaLA](#) ». En s'appuyant notamment sur l'analyse d'imagerie hyperspectrale fournie par l'entreprise française Ipsos, la Banque Mondiale estime que le conflit débuté le 8 octobre 2023 a causé – à fin octobre 2024 – **des pertes économiques de 5,1 Mds USD** (concentrées dans les secteurs du commerce, du tourisme et de l'agriculture) **et des dommages de 3,4 Mds USD aux infrastructures physiques** (principalement les bâtiments résidentiels situés au Sud Liban). Par ailleurs, compte tenu de la baisse attendue de la consommation et des exportations, l'économie libanaise devrait connaître une nouvelle récession en 2024, à hauteur d'au moins -5,7% (contre +0,9% dans un scénario sans conflit). Ces estimations seront nécessairement revues à la hausse, dans la mesure où la guerre se poursuit et où les grandes infrastructures économiques (électricité, eau, transports, télécoms) n'ont pas été traitées dans le périmètre de l'étude. La Banque mondiale prévoit également de conduire à terme une évaluation plus exhaustive (« *Rapid Damage and Needs Assessment – RDNA* »), qui permettra en outre d'estimer et de

prioriser les besoins financiers en matière de reconstruction.

2. LES RÉSERVES DE CHANGE BAISSENT DE 400 M\$ EN OCTOBRE

La Banque du Liban a vu ses réserves brutes de change diminuer de 412M USD en un mois (-3,8%), passant de 10,67 Mds USD au 1^{er} octobre à 10,26 Mds USD au 31 octobre. Il s'agit de la première baisse enregistrée depuis l'arrivée du gouverneur de W. Mansouri à la tête de la BDL fin juillet 2023. Depuis l'élargissement du conflit entre Israël et le Hezbollah à l'ensemble du Liban fin septembre, la banque centrale a amorcé une stratégie d'injections de liquidités en USD, avec pour principal objectif de maintenir la stabilité de la livre. Cela rompt avec la politique jusque-là et qui avait permis (grâce également à un excédent budgétaire) une progression des réserves de change de 2,1 Mds USD (+24,5%) entre le 31 juillet 2023 et le 1^{er} octobre 2024.

3. CHUTE DU TRAFIC À L'AÉROPORT DE BEYROUTH

L'aéroport international de Beyrouth, unique infrastructure aérienne civile du Liban, a enregistré une forte baisse de son activité au mois d'octobre, dans un contexte d'intensification de la guerre au Liban. Le nombre de passagers s'est replié de -63% en glissement annuel (g.a., c'est-à-dire par rapport au mois d'octobre 2023), tandis que le nombre de mouvements d'avions a diminué de -47% en g.a.; la Middle East Airlines étant à ce jour la seule compagnie à opérer des vols commerciaux depuis et vers Beyrouth. Ces données laissent présager une réduction des flux de la diaspora et donc des entrées de devises au Liban, alors que le secteur touristique constitue un pilier de l'économie libanaise. Selon les données du Ministère libanais du Tourisme, le nombre de touristes au Liban (qui sont principalement issus de la diaspora libanaise) aurait diminué de -24% entre les 8 premiers mois de 2023 et les 8 premiers mois de 2024, avec un impact particulièrement prononcé sur la saison estivale (-27% en g.a. en juillet et -49% en g.a. en août).

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. PAIEMENT DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES MALGRÉ LA POURSUITE DE LA RÉTENTION DES RECETTES DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

Le ministère des Finances a annoncé le 11 novembre le versement des salaires des fonctionnaires pour le mois de septembre, à hauteur de 70% et pour un minimum de 3500 shekels. La masse salariale versée pour ce mois s'élève donc à 890 M ILS (225 M EUR).

Le gouvernement israélien continue néanmoins de ponctionner les recettes douanières palestiniennes : la valeur des fonds transférés pour ce mois s'élève à 393 M ILS après déduction des fonds destinés à la bande de Gaza ainsi que des allocations pour les prisonniers. Ces recettes douanières ("clearance revenues") représentent habituellement près de 70% des recettes budgétaires de l'AP, et la retenue est en grande partie responsable de la situation alarmante des finances palestiniennes (estimées à un déficit de 1,86 Md USD d'ici fin 2024 par la Banque Mondiale). Il convient de noter que les recettes budgétaires totales encore retenues à ce jour par Israël depuis 2019 sont évaluées à 2,1 Mds USD.

2. BAISSÉ IMPORTANTE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE

L'Indice de Production Industrielle (IPI) global en Palestine a atteint 81,03 au cours du mois de septembre 2024 selon le centre palestinien des statistiques (PCBS), ce qui acte une diminution de 26% par rapport au mois de septembre 2023 (année de base 2019 = 100).

3. CISJORDANIE : POLITIQUE DE RELANCE DE L'EMPLOI GRÂCE AU SECTEUR AGRICOLE

Le ministre de l'agriculture palestinien a appelé, dans une intervention ce mercredi, les 150 000 Palestiniens ayant perdu leur travail suite aux retraits de leurs permis par le gouvernement israélien à se tourner vers des emplois saisonniers dans la production agricole locale, où la main d'œuvre est manquante. Il a par ailleurs souligné que le secteur agricole est la principale source d'intégration des actifs palestiniens au marché du travail. 1 600 projets proposés par le monde agricole palestinien sont évalués par le ministère comme des opportunités d'investissement et de création d'emplois. 100 à 200 d'entre eux seront sélectionnés et annoncés dans les deux prochains mois. Le ministre a également souligné le rôle de l'UE en tant que partenaire clé, son soutien en aide-projet étant tourné entre 60 et 70% vers le secteur agricole. Cette annonce coïncide avec le lancement d'une nouvelle stratégie de développement durable soutenue par l'UE, qui s'étend sur trois ans et vise à renforcer la coopération commerciale et technique avec les partenaires européens.

SYRIE

1. L'ARRÊT DE PLUSIEURS SUBVENTIONS FRAPPE LES SECTEURS DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

Les défis budgétaires du gouvernement syrien le poussent à réduire encore son soutien à divers secteurs économiques, menaçant davantage les perspectives de toute reprise économique future.

Ces dernières semaines, le gouvernement a annoncé plusieurs décisions visant à réduire ou à supprimer certaines subventions ainsi que des exonérations fiscales qu'il accordait aux entreprises, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme.

Le gouvernement syrien a notamment supprimé les subventions à l'exportation d'huile d'olive et a levé une exonération fiscale de longue date de 50% pour les établissements touristiques durant les saisons de pointe. Dans le même temps, les prix des engrais et du diesel (mazout) pour l'usage agricole auraient augmenté de 150%.

Ces nouvelles mesures, notamment celles touchant les secteurs agricole et industriel, auront probablement un impact sur les exportations syriennes, qui cette année sont déjà confrontées à de sérieux défis en raison de la guerre régionale impliquant Israël, laquelle a affecté les passages terrestres syro-libanais, une porte commerciale vitale pour la Syrie.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
Population (Millions) - 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,5 *	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) - 2024p	FMI / WEO	380	264	434	528	53	24 *	17 *	6,2 **
PIB / Hab. (USD) - 2024p	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	4487 *	3181 *	295 **
Croissance PIB réel (%) - 2024p	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,4	-0,7 *	-5,4 *	-1,5 **
Solde budgétaire (% PIB) - 2024p	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-7,4	-0,4 *	-1 *	-8 **
Dette publique (% PIB) - 2024p	FMI / WEO	91	46	35	68	92	195 *	50 *	n/a
Rating Coface 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
Inflation mensuelle en g.a. (%)	Statistiques officielles	26,4	3,1	31,2	3	1	32,9	60	100 **
PMI mensuel	Statistiques officielles	49,0	n/a	49,8	47,4	n/a	45,0	n/a	n/a
Exportations françaises (M€) - 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
Importations françaises (M€) - 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES FMI 2023 ; ** = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024P

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr